

QUE SIGNIFIE LA REDEVABILITÉ DES PARTIES PRENANTES POUR LES INITIATIVES DIRIGÉES PAR DES JEUNES ?



Au cours des 3 derniers mois, les équipes **CIVICUS** du projet **Resilient Roots** et de **l'Équipe d'Action Jeunesse** ont échangé avec des initiatives dirigées par des jeunes pour comprendre comment ils mettent en pratique la redevabilité envers leurs parties prenantes, c'est-à-dire les communautés qu'ils servent et soutiennent.

Des chefs de file de la jeunesse de 16 pays¹, spécialisés dans divers domaines, tels que la fourniture de services essentiels, l'autonomisation des femmes, l'engagement civique et le militantisme en matière des droits humains, ont pris part à ces dialogues. En dépit des différences de contextes, leurs définitions et leurs **expériences** (*en anglais*) étaient similaires. Nous avons documenté certaines de ces expériences et animé des séances d'apprentissage pratiques pour les aider à renforcer davantage leurs approches en matière de redevabilité. Voici un compte rendu de quelques aspects que nous avons appris sur la manière dont ils s'acquittent de leur obligation de rendre compte envers les parties prenantes.

**CLIQUEZ ICI POUR
REGARDER**

COMMENT LES INITIATIVES DIRIGÉES PAR DES JEUNES ABORDENT DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE LA REDEVABILITÉ ENVERS LES PARTIES PRENANTES



Les initiatives dirigées par des jeunes définissent la transparence comme la responsabilité qu'ils ont de communiquer des informations sur leur travail, y compris les décisions, les processus et les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, à leurs principales parties prenantes. Lorsque les parties prenantes des initiatives dirigées par des jeunes comprennent qui sont ces jeunes et ce qu'ils font, un climat de confiance s'instaure. Les mécanismes généralement utilisés pour partager l'information comprennent les rapports annuels, les mises à jour sur les réseaux sociaux, les bulletins électroniques et les réunions communautaires en présentiel.

¹ Inde; RDC; Kenya; Nigéria; Bénin; Mexique; Royaume-Uni; Zambie; Éthiopie; Ghana; Ouganda; Zimbabwe; Cameroun; Maroc; Bangladesh; Libéria; Tanzanie; Malaisie; Tunisie



Bien qu'il soit essentiel de partager des informations avec les parties prenantes, les initiatives dirigées par des jeunes ont conscience de l'importance d'un échange responsable des informations. On suppose souvent qu'en raison de leur âge, les jeunes commettent plus d'erreurs. Ainsi, lorsqu'ils communiquent honnêtement sur leur travail et notamment sur les difficultés qu'ils rencontrent, cela est perçu comme un aveu d'échec.

«Il est difficile d'être transparent, surtout lorsque l'on attend de nous que nous soyons plus performants. Ce n'est que dans la phase initiale que l'on a le droit d'échouer, mais dès que l'on a un peu d'expérience, le niveau est relevé», explique Kejal de l'Inde. Cela peut nuire aux perspectives de financement futur et aux relations avec les parties prenantes.



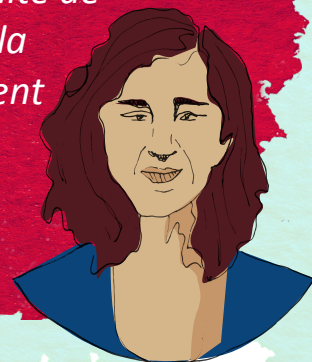
Pour y remédier, certaines initiatives de jeunes développent une politique de transparence rigoureuse qui garantit une représentation précise de leur travail et qui est motivée par les besoins de ses parties prenantes. Au Kenya, l'organisation Core group utilise sa stratégie de communication pour informer de son travail au moyen de bulletins d'information hebdomadaires, de webinaires mensuels et de programmes de sensibilisation. À l'ère du numérique, les initiatives de jeunes utilisent de plus en plus diverses plateformes de réseaux sociaux tels que Twitter et les sites web pour parler de leur travail et des partenaires qui les soutiennent.

Pour certaines initiatives dirigées par des jeunes, la transparence ne se limite pas à communiquer ce qu'elles font, mais également à rendre compte des ressources qu'elles utilisent pour leur travail. L'organisation [Nigerian Global Affairs Council](#) (en anglais) travaille actuellement à l'élaboration d'un cadre et d'un outil pour améliorer son processus de présentation des rapports qui comprendra des détails sur l'utilisation du budget pour l'année.

TIRER PARTI DES VOIX DE LA COMMUNAUTÉ POUR DES INTERVENTIONS PLUS FORTES

Les chefs de file de la jeunesse considèrent qu'il est de leur devoir de créer des opportunités pour que les voix de la communauté soient entendues, et de s'assurer que leurs idées, leurs opinions et leurs préoccupations sont prises en considération dans leur travail. Il en résulte des solutions qui sont pertinentes, spécifiques au contexte et durables, et qui sont adaptées aux besoins et aux attentes des communautés.

«Nous devons tous donner à nos communautés la possibilité de s'exprimer, et lorsque cela se produit, un changement s'opère». Selon Sanaya, de l'association [One Future Collective](#) (en anglais).



ÉCOUTER ET DONNER SUITE AUX RETOURS D'INFORMATION DE LA COMMUNAUTÉ

L'une des méthodes les plus efficaces pour donner la parole à la communauté est de mettre en place [des mécanismes formels et informels de retours d'informations](#) (en anglais). Les initiatives dirigées par des jeunes demandent généralement un retour d'informations de la communauté à certaines étapes du projet par exemple, au début du projet ou au stade de l'évaluation du projet. Un moyen courant de recueillir des retours d'informations consiste à effectuer des sondages et des discussions de groupe. Une initiative de jeunes au Bangladesh effectue des évaluations des besoins de la communauté au moyen d'enquêtes et utilise ces données pour concevoir ses projets. Cette méthode a permis d'obtenir de meilleurs résultats, car les projets sont adaptés aux priorités des parties prenantes.



Les retours d'informations reçus des parties prenantes que l'initiative dirigée par des jeunes représente peuvent être positifs ou négatifs. Pour les initiatives qui fournissent des services essentiels au niveau communautaire, les retours d'informations positifs prennent souvent la forme d'une reconnaissance de leur travail. Une organisation pour la jeunesse en Ouganda, qui fournit des services de santé aux communautés pauvres, considère ce retour positif comme un signe de réussite car il montre la valeur ajoutée de leurs interventions sur les communautés.

En ce qui concerne les retours d'informations négatifs, les initiatives dirigées par des jeunes ont constaté que les communautés sont moins enclines à signaler quand les choses tournent mal, de peur de compromettre leurs chances de continuer à recevoir ce soutien. Cependant, une organisation au Libéria a découvert que les retours d'informations négatifs sont un bon indicateur des risques potentiels et des lacunes des interventions et qu'ils favorisent les discussions à l'échelle de l'organisation sur les axes de progrès.

Un élément essentiel de la fermeture de [la boucle de rétroaction](#) consiste à réagir aux retours d'informations et à s'adapter à différentes situations. [Women Volunteers for Peace](#) (WOVOP, « Femmes volontaires pour la paix ») utilise une approche participative pour lancer des idées de projets avec les communautés, identifier des solutions locales et donner à la communauté un retour d'informations sur les besoins prioritaires à aborder par les projets futurs. Au Cameroun, la RADA ([Reconciliation and Development Association](#) (RADA) (*en anglais*), ou « association pour la réconciliation et le développement » se sert des retours d'informations des communautés cibles pour évaluer la qualité de ses services et améliorer son travail, son environnement de travail, ses approches et ses services. Cette méthode a été une excellente source d'apprentissage pour la programmation actuelle et future et leur donne la possibilité d'innover.

Malgré quelques exemples de bonnes pratiques en matière de retours d'informations, les initiatives dirigées par des jeunes ont convenu qu'elles devaient le faire plus régulièrement et plus systématiquement. Les points essentiels à développer et à améliorer comprennent la mise en place de mécanismes formels de retours d'informations appropriés, accessibles et confidentiels; la garantie que les retours d'informations soient représentatifs des populations particulièrement difficiles à atteindre et vulnérables, notamment les communautés LGBTI+, les enfants et les survivants de violences fondée sur le genre, ainsi que la réduction des biais des parties intéressées quand elles donnent un retour d'informations.



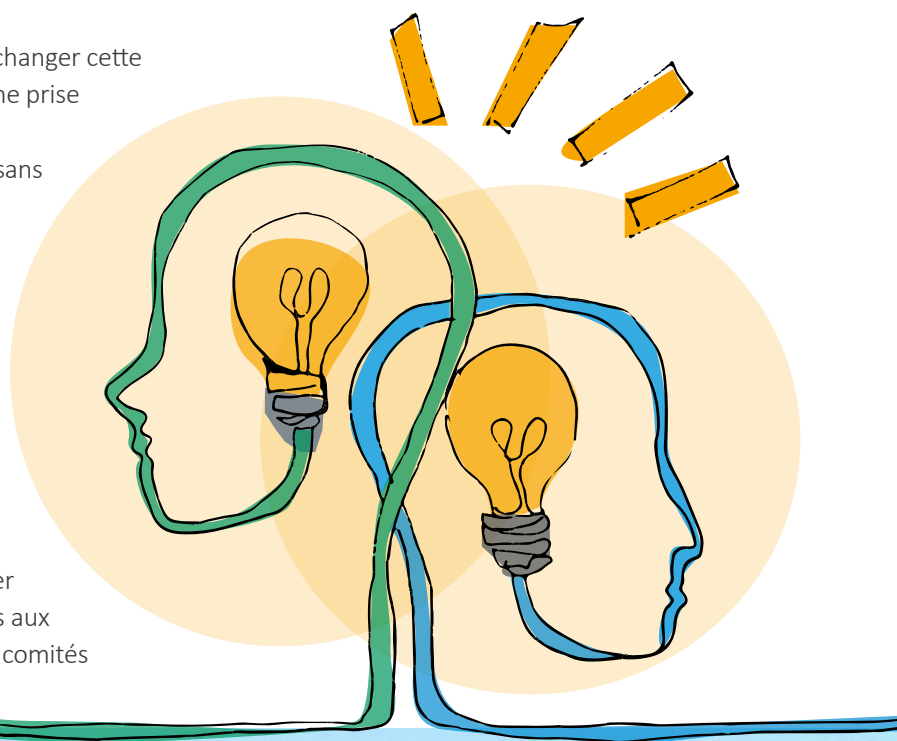
PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION COMMUNE

Un élément essentiel de la redevabilité au sein des initiatives dirigée par des jeunes est la prise de décision commune. Celle-ci commence en interne au sein de l'organisation, dans laquelle les équipes s'accordent collectivement sur les décisions à prendre et les solutions à adopter lors de la mise en œuvre des activités. Comme l'a dit une organisation dirigée par des jeunes, « La communauté commence dans notre propre équipe ». Une organisation mexicaine dirigée par des jeunes met en œuvre la redevabilité interne en tant qu'équipe, au sein de laquelle les décisions concernant les projets sont prises collectivement et dans laquelle les membres de l'équipe sont responsables de différents aspects du projet, pour lesquels ils sont tenus de rendre des comptes par le reste de l'équipe. Cette méthode a permis d'améliorer les rapports entre les parties concernées et d'obtenir de meilleurs résultats pour leurs projets.

Alors que la prise de décision horizontale semble être une pratique courante en interne dans les initiatives dirigées par des jeunes, il n'en va pas de même en externe. En effet, en externe, les donateurs décident généralement des actions à mener dans les communautés et de la manière dont le changement est mesuré. Les communautés sont seulement informées de ces décisions, mais ne sont pas impliquées dans celles-ci.

Les chefs de file de la jeunesse sont très désireux de changer cette dynamique et ont commencé à faire pression pour une prise de décision plus ouverte et plus inclusive au sein des organisations et avec les communautés. Ils sont partisans de stratégies telles que [la co-conception](#) (en anglais), qui contribue à déplacer le pouvoir de définir les interventions des mains des seuls donateurs et autres parties prenantes vers celles des communautés.

Le Youth Network for Positive Change (« Réseau des jeunes pour un changement positif ») fait participer ses parties prenantes à la planification des projets, de programmes et de politiques, tandis qu'une autre organisation camerounaise fait participer les personnes atteintes de maladies non contagieuses aux processus et aux organes décisionnels, y compris aux comités et au Conseil d'administration.



ET MAINTENANT ?

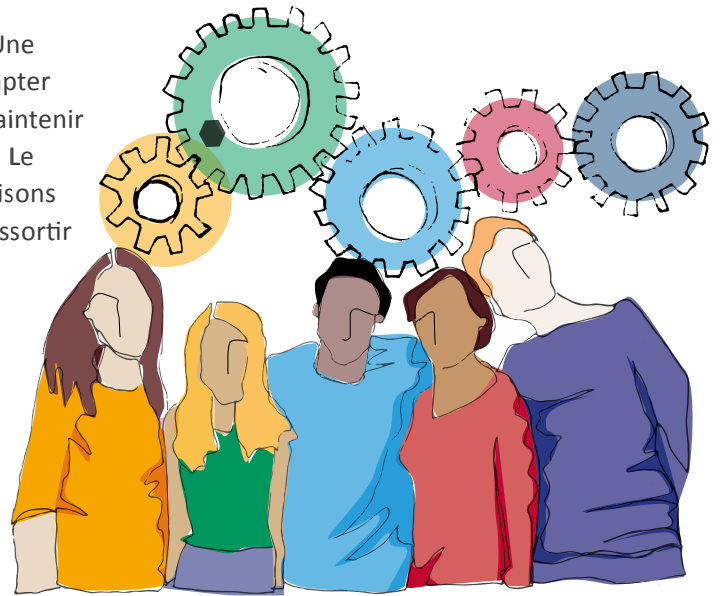
Les retours d'informations provenant des initiatives dirigées par des jeunes montrent leur désir de continuer à apprendre comment améliorer davantage leurs pratiques actuelles en matière de redevabilité. L'engagement des chefs de file de la jeunesse avec leurs pairs sur ce sujet, en discutant à la fois des défis et des succès, les a aidés à se concentrer sur leurs propres luttes et à être motivés pour aller plus loin dans la redevabilité. Nous avons appris que même si les chefs de file de la jeunesse sont toujours disposés à s'engager dans de tels espaces, l'accessibilité reste un défi pour eux, soit parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer Internet pour rester connectés, soit parce qu'ils ne bénéficient pas d'une connexion Internet stable, ce qui rend difficile pour eux de rester impliqués.



RENDRE L'ENGAGEMENT DES JEUNES PLUS EFFICACE ET RESPONSABLE

Les jeunes leaders qui ont participé au “Resilient Roots Youth Accountability Challenge (YAC)- le défi de redevabilité” de quatre semaines ont partagé des apprentissages clés et des commentaires importants pour les futures activités d'engagement axées sur les jeunes.

- Il est essentiel de **créer des espaces permettant aux chefs de file de la jeunesse de poursuivre cet engagement de manière régulière** afin qu'ils puissent continuer à apprendre les uns des autres et les uns avec les autres.
- Pour assurer une **participation complète et inclusive à ces espaces en ligne**, nous avons appris que ceux-ci devraient être accessibles, en gardant à l'esprit de fournir une traduction dans d'autres langues, en veillant à ce que toutes les activités interactives soient adaptées à différents équipements (ordinateurs portables, iPad, téléphones) et en pensant à attribuer des petites allocations pour les participants qui ne sont pas en mesure d'obtenir des forfaits Internet pour eux-mêmes afin qu'ils puissent participer à des événements en ligne.
- On devrait également **prendre certaines mesures pour s'assurer que tous les échanges futurs autour de la redevabilité envers les parties prenantes soient conçus pour continuer à renforcer la capacité des chefs de file de la jeunesse à renforcer leur engagement avec les communautés qu'ils servent** et également fournir une plateforme pour que d'autres montrent comment ils apportent des changements aux communautés.
- Il est donc crucial **d'explorer d'autres moyens pour que ces derniers continuent à participer de la manière qui leur est la plus utile**, et de ne jamais présumer qu'ils ont le même accès que les autres organisations. Cela est particulièrement vrai pour les chefs de file de la jeunesse des pays du Sud.
- **Il pourrait être utile de commanditer une petite étude pour essayer de comprendre pourquoi les taux d'inscription pour de tels événements sont élevés, mais finissent néanmoins par avoir une faible participation.** Une telle étude pourrait nous aider à déterminer comment capter l'intérêt d'un public potentiel pour un événement et à maintenir cet intérêt jusqu'au bout afin qu'il y participe réellement. Le faible taux de participation pourrait s'expliquer par les raisons énumérées ci-dessus. L'étude pourrait également faire ressortir d'autres préoccupations nécessitant un examen plus approfondi.
- Il faut également **porter attention à la manière de faire un suivi des participants après de tels événements**, pour éviter que des échanges sur un sujet aussi crucial que la redevabilité n'existent que le temps d'un seul événement, mais plutôt pour que ceux-ci continuent à être un sujet permanent de conversation et d'engagement.



Pour partager vos histoires de redevabilité, nous faire part de vos commentaires ou poser une question, veuillez envoyer un e-mail à resilientroots@civicus.org. Vous pouvez également vous rendre sur la page Resilient Roots pour en savoir plus sur la redevabilité des parties prenantes: web.civicus.org/ResilientRootsFR

